Numéro de position	Numéro du tarif	Désignation des produits
01-02	0102909	— Animaux vivants de l'espèce bovine Autres :
02-01		— Animaux vivants de l'espèce bovine destinés à la boucherie et à l'engraissement.
02-02		— Viandes des animaux de l'espèce bovine fraîches ou réfrigérées.
02-04		— Viandes des animaux de l'espèce bovine congelées
02-06		Viandes des animaux des espèces ovines fraîches, réfrigérées ou congelées repris aux numéros 020410.0 à 020443.0
		— Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine repris aux numéros du tarif 02 06 21.0 à 02 06 29.0

Art. 2. — Les licences d'importations des produits indiqués à l'article premier ci-dessus doivent porter le visa de la direction générale de la production animale au ministère de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret s'applique aux importations effectuée du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1990.

Art. 4. — Les ministres de finances, de l'économie nationale et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 6 mai 1991

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

PERMIS DE RECHERCHE

Arrêté du ministre de l'économie nationale du 10 avril 1991, portant institution d'un permis de recherches des mines du 4ème groupe au lieu dit «Sabkhet Chargui El Abbassia et Sabkhet Alif Ennakhal», gouvernorat de Sfax.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et notamment son titre II;

Vu la demande enregistrée le 1er décembre 1990 sous les numéros 594 930 à 594 933 à la direction générale des mines, par laquelle la société sel de Kerkennah (SOSELKER), demande l'attribution d'un permis de recherche des mines du 4ème groupe, situé dans les îles de Kerkennah au lieu dit Sabkhet Chargui El Abbassia et Sabkhet Alif Ennakhal», carte d'Erramla au 1/25 000, à l'intérieur d'un périmètre formé de quatre périmètres élémentaires contigue englobant une superficie de 1 600 hectares;

Vu l'avis favorable expiré par le comité consultatif des mines lors de sa réunion du 21 décembre 1990;

Vu le rapport du directeur général des mines.

Décète :

Article premier. — Il est accordé à la société sel de Kerkennah (SOSELKER) faisant élection de domicile à Erremla-Kerkennah, sous réserve des droits des tiers antérieurement acquis, un permis de recherche des mines du 4ème groupe, situé dans les îles de Kerkennah au lieu dit «Sabkhet Charguia El Abbassia et Sabkhet Alif Ennakhal», carte d'Erremla au 1/25.000, à l'intérieur d'un périmètre formé de quatre périmètres élémentaires contigus englobant une superficie de 1 600 hectares. Ce permis est délimité conformément aux dispositions de l'article 37 du décret du 1er janvier 1953 sur les mines par les numéros de repères et les sommets figurant dans le tableau ci-après :

S om mets	N° de repères	Sommets	N° de repères
1	436 562	5	440 558
2	438 562	6	434 558
3	438 560	7	434 560
4	440 560	8	436 560
		1	436 562

Art. 2. — La durée du présent permis de recherche est fixée à cinq (5) années à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Au cours de la période de validité visée à l'article 2 ci-dessus, la société sel de Kerkennah (SOSELKER) devra effectuer des travaux de recherches régulièrement poursuivis représentant une dépense dont le montant global ne devra pas être inférieur à quarante mille quatre cent soixante trois dinars (40 463 D).

Art. 4. — Toute demande tendant au renouvellement du présent permis de recherche, à l'obtention d'un permis d'exploitation ou de concession portant sur le présent permis devra, à peine de nullité, être enregistrée à la direction générale des mines deux mois au moins avant la date d'expiration dudit permis.

Tunis, le 10 avril 1991

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUI

Le ministre de l'économie nationale
SADOK RABAH

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

TERRES COLLECTIVES

Décret n° 91-639 du 28 mars 1991, relatif à l'abrogation des décrets conférant la personnalité civile à des collectives à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant les terres dont elles jouissent au régime des terres collectives.

Le Président de la République.

Vu l'avis du ministre de l'agriculture :

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 et par la loi n° 88-5 du 8 février 1988;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée, modifié et complété par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 et le décret n° 88-894 du 29 avril 1988;

Vu le décret n° 73-397 du 6 septembre 1973, conférant la personnalité civile à des collectivités à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant les terres dont elles jouissent au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 73-682 du 26 décembre 1973, conférant la personnalité civile à des collectivités à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant les terres dont elles jouissent au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-254 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile aux collectivités El Mechergui, El Oussif et Aida à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir El Hania dont elles ont la jouissance au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-255 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile à la collectivité des Chouadhilia à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir El Guelta dont elle à la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-256 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile à la collectivité de Becheikh à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir Ettaref, dont elle à la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-257 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile aux collectivités de Shimani, Jelailia, Essaihi, El Bekouri, à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir Smaira dont elles ont la jouissance au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-258 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile aux collectivités Abdel Hédi Gouider Abdallah, Slama et Yahia à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir El Ksir dont elles ont la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-259 du 23 mars 1977 conférant la personnalité civile aux collectivités Herouz, Ennaceur, Hadrria, Abderrahmen, Aissa et Riahi à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir El Ali dont elles ont la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-260 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile à la collectivité Yahia Ben Ali à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir El Katma dont elle à la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-261 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile aux collectivités Ammar Ben Ali, Ben Fredj et Dhaoui à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte, et soumettant Henchir Oum Tebal dont elles ont la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 77-262 du 23 mars 1977, conférant la personnalité civile aux collectivités Ben Ali, Ben Abdellaziz à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant henchir Bouaouej dont elles jouissent au régime des terres collectives ;

Vu le décret n° 77-263 du 23 mars 1977 conférant la personnalité civile aux collectivités Ben Ahmed, Ben Belgacem et El Mechergui à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant Henchir Oum Ledlek dont elles ont la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le décret n° 79-746 du 14 août 1979, conférant la personnalité civile à des collectivités à la délégation de Sejnane du gouvernorat à Bizerte et soumettant les terres dont elles ont la jouissance, au régime des terres collectives;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission prévue à l'article 3 de la loi sus-visée en date du 27 novembre 1990;

Décète :

Article premier. — Sont abrogés les décrets numéros 73-397 du 6 septembre 1973, 73-682 du 26 décembre 1973, 77-254 du 23 mars 1977, 77-255 du 23 mars 1977, 77-256 du 23 mars 1977, 77-257 du 23 mars 1977, 77-258 du 23 mars 1977, 77-259 du 23 mars 1977, 77-260 du 23 mars 1977, 77-261 du 23 mars 1977, 77-262 du 23 mars 1977, 77-263 du 23 mars 1977, et n° 79-746 du 14 août 1979, conférant la personnalité civile aux collectivités Znagria, Boumnijil, Saâdani, Lassoued Zengri, Boutarouch, Ouled Ahmed Bou Abid Herouz, Ouled El Hamel, Ahmed Bouhama, Chouadhilia, M'Sabha, Bouzghia, Ouled M'Sader, Ouled Alioua, Ouled Ahmed Bou Abid Dali, Ouled Bouhamma.

Ouled Ben Mahfoudh, Behi Ben Brik, Hassania, Aâmria, B'kakria, Tbarsia, Ouled Dhaoui Bou Abid, Othmane Bouabid, Hajria et compagnies, Mechergui Lazrek, Mechergui Loussaief, Aida Chouadhilia, Becheikh, Slimani, Jelailia, Essaihi, El Bekouri, Abdelhédi, Gouider, Abdallah, Slama, Yahia, Herouz, Ennaceur, Hadria Abderrahmen, Aissa, Ryahi, Yahia Ben Ali, Ammar Ben Ali, Ben Fredj, Dhaoui, Ben Ali, Ben Abdellaziz, Ben Ahmed, Ben Belgacem, El Mechergui, Ouled Amara; Ouled Rhouma, Ouled Abdessadok, Ouled M'Hamed, Ouled Ali, à la délégation de Sejnane du gouvernorat de Bizerte et soumettant les terres dont elles jouissent au régime des terres collectives.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 28 mars 1991

*p./Le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

PROMOTION

**Liste des agents à promouvoir
au grade d'ingénieur général
au titre de l'année 1989**

Larguèche Habiba
Samet Mokhtar
Saklani Hassen
Lamti Touhami
Ben Khelil Moncef
Lakhal Hamed
Touati Abdelhamid
Ben Abdeljelil Abdellaziz
Miladi Mohamed
Gharairi Mohamed
El Ayebe Tahar
Saidi Othman
Barbouche Mokhtar
Hattab Hammadi
Tinza Chedly
Abdelghani Mohamed Habib
Zaidi Hasnaoui
Bouziri Aissa
Ghorbal Abdelmajid
Bouzaïenne Slaheddine

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT

EXPROPRIATION

Décret n° 91-640 du 30 avril 1991, portant expropriation pour cause d'utilité publique des parts indivises d'une parcelle de terrain sise à Jendouba abritant une école primaire dans cette localité.

Le Président de la République.

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'avis des ministres des domaines de l'Etat et de l'éducation et des sciences;

Décète :

Article premier. — Sont expropriées, pour cause d'utilité publique pour être incorporées au domaine privé de l'Etat, pour les besoins du ministère de l'éducation et des sciences des parts indivises d'une parcelle de terrain sise à Jendouba sur laquelle est édifée une école primaire dans cette localité, entourée d'un liséré rouge sur le plan annexe au présent décret et désignés au tableau ci-après :